

capitiaux auxquels nous continuerons de faire bon accueil. J'ai hâte d'entendre le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) ou celui de Comox-Alberni (M. Barnett) nous dire combien la déclaration leur a plu étant donné leur politique, et jusqu'à quel point ils continueront de l'appuyer.

M. Baker: Le droit d'aînesse socialiste cédé pour un plat de lentilles.

M. MacDonald (Egmont): Pour paraphraser un autre homme d'État, jamais a-t-on acheté un si petit nombre avec si peu. Néanmoins, j'en reviendrai à l'essence de mon discours de cet après-midi.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Y a-t-il une essence?

Une voix: Oui, la vanille.

M. MacDonald (Egmont): Il s'agit de la désinvolture avec laquelle le premier ministre a passé sous silence dans sa déclaration, le problème croissant tant de livraisons de pétrole que des prix dans l'Est du Canada. Comme l'a encore si bien dit aujourd'hui mon chef dans ses questions posées au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. MacDonald), nous dans les cinq provinces de l'Est qui avons toujours connu le revenu par tête le plus bas et, dans bien des cas le coût de la vie le plus élevé, devons payer les prix de fuel et d'essence les plus élevés au Canada. Je l'ai dit dans ma question au ministre au début de la journée, les prix ont monté d'au moins 20 p. 100 dans les provinces de l'Est et sont maintenant de 35 à 40 p. 100 plus élevés que dans l'Ouest du Canada.

M. Thomas (Moncton): Vos pensions de vieillesse vont être augmentées.

M. MacDonald (Egmont): C'est vrai. Je vais en parler un peu plus tard. Voilà la situation à laquelle nous faisons face. J'ai insisté auprès du ministre aujourd'hui parce que le premier ministre s'est délibérément abstenu de dire si le gouvernement allait prendre des mesures pour maintenir le gel des prix dans l'Est du Canada. Lorsque j'ai demandé au ministre ce que le gouvernement entendait faire de plus pour pallier à cette situation très grave, il m'a tout simplement répondu que le gouvernement s'appliquerait à bloquer les prix, sauf lorsque le prix du pétrole brut étranger justifierait une majoration.

Tout cela veut tout simplement dire que le gouvernement continuera de ne rien faire pour corriger la situation qui s'aggrave de plus en plus dans l'est du Canada. Comment diable le premier ministre, son caucus qui compte tant de députés québécois et une poignée des députés des quatre provinces atlantiques ont-ils pu considérer d'une façon aussi superficielle et aussi proprement inefficace la hausse des coûts et la pénurie éventuelle de l'énergie dans l'est du Canada.

M. Baker: C'est que les députés de l'arrière-ban ont abdiqué leurs responsabilités.

M. MacDonald (Egmont): C'était une chose que de formuler des remarques au sujet des mesures hésitantes et inefficaces que pourrait prendre le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social ou quelque organisme susceptible de voir le jour lors de la conférence fédérale-provinciale de janvier prochain, mais c'est tout autre chose que de ne tenir aucun compte des problèmes fondamentaux que pose la menace d'interruption de nos approvisionnements.

Approvisionnement d'énergie—Loi

● (1550)

Ces derniers jours, nous avons vu se dérouler une sorte de danse rituelle sur la question de savoir si l'est du Canada souffrira ou non d'une pénurie de pétrole. Depuis des jours il semble que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources soit incapable de nous citer un chiffre exact. Un jour il nous parle d'un déficit quotidien de 70,000 barils et quelques jours plus tard de 200,000 barils.

Nous n'avons aucune idée précise de la façon dont le gouvernement essaiera de combler ce déficit. Soudainement, et il semble que le ministre en ait été surpris, M. Shaheen nous informe que la nouvelle raffinerie de Come-By-Chance, qui vient d'être mise en exploitation, comblera substantiellement ce déficit. A cela le ministre réplique que c'est impossible et que la raffinerie ne sera pas opérationnelle avant encore environ un mois.

Ainsi, qui sait quel nouveau coup de théâtre le ministre nous réserve dans les jours à venir? Néanmoins, une chose est claire et c'est qu'hier le premier ministre ne nous réservait aucune nouvelle surprise et ne nous a fourni aucun renseignement nouveau sur ce sujet en nous annonçant sa nouvelle politique nationale des pétroles. Si cette politique est nouvelle elle sépare le Québec et tout l'Est du reste du Canada. Je trouve étrange...

Une voix: C'est ce que vous avez fait en 1961.

M. MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, beaucoup de députés d'en face désirent intervenir et j'attends de les entendre avec impatience; je suis convaincu qu'ils auront la possibilité de parler.

M. Corbin: Téléphonez chez vous et voyez ce qu'on en pense.

M. MacDonald (Egmont): Je rentre également chez-moi de temps à autre, c'est-à-dire plus souvent que le député d'en face. D'après la déclaration faite hier par le premier ministre, un premier ministre qui a toujours prôné une politique d'ensemble pour le Canada, nous avons une nouvelle sorte de ligne Borden, une nouvelle sorte de double politique pétrolière dans notre pays. Il a parlé d'une politique pétrolière qui serait contrôlée par une nouvelle sorte de société. Il a dit qu'il maintiendrait le blocage jusqu'à la fin de l'hiver, et à nous de deviner, monsieur l'Orateur, à quelle date l'hiver se terminera. Nous continuerons d'envoyer nos ressources pétrolières, quand cela sera possible, aux États-Unis. Mais lorsqu'il s'agit de l'est du Canada, sa politique pétrolière devient très vague. Il a maintenant associé au pipe-line de Montréal le concept de la construction «en temps voulu» du pipe-line. Lorsque j'ai demandé aujourd'hui au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à quelle date on pouvait espérer la construction de ce pipe-line, il n'a pas pu me répondre. Je conviens que c'est insensé...

M. Corbin: C'est vous qui êtes insensé. Qui diable vous croira une fois de retour dans les Maritimes?

M. MacDonald (Egmont): Beaucoup plus de gens me croiront car je parle de la situation qui existe réellement, alors que le député et ses collègues n'en ont absolument pas fait cas. Cependant, si le député veut prendre la parole, j'espère qu'il en aura l'occasion. Je suppose que son parti sera trop content d'écouter ses observations, comme par le passé. Lorsqu'il aura écouté un peu plus, il pourra au moins se préoccuper des problèmes des Maritimes, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle, semble-t-il.

M. Corbin: Votre temps de parole est presque écoulé.